

La bataille militaire et diplomatique pour le contrôle de l'Allemagne du Nord sous la Révolution française PARTIE II 1795 : La Prusse se retire du conflit

Pour nous Français, la politique européenne entre 1789 et 1815 se résume aux Guerres de la Révolution, puis de l'Empire. En fait, la situation était plus complexe au sein de la coalition des Puissances, car chacune, Angleterre, Autriche, Prusse, Russie jouait son propre jeu.

Cette série de trois articles se concentre sur l'affrontement entre la Prusse et l'Autriche de 1791 à 1801 pour le contrôle de l'Allemagne du Nord. Le [premier article](#) a couvert la période allant de la Déclaration de Pillnitz (27 août 1791) au Traité de Bâle entre la République française et la Prusse.

Le présent article couvre la période allant du Traité de Bâle au décès du Prince Électeur de Bavière le 16 février 1799. La Bavière, l'État clé d'Allemagne du Nord, entra alors dans l'orbite prussienne au grand dam de l'Autriche.

Le dernier article amènera le lecteur jusqu'à la signature des Traités de Lunéville entre la République française et l'Autriche, puis en cascade avec les États d'Allemagne du nord.

1. Situation stratégique en Allemagne du Nord au lendemain du Traité de Bâle

Le traité de Bâle (et les traités qui l'ont suivi) bouleverse la situation stratégique en Centre-Europe. L'Angleterre et l'Autriche n'avaient plus de liaisons directes. L'Autriche était séparée de ses deux provinces contiguës à la France, les Pays-Bas autrichiens (l'actuelle Belgique) et la Brisgau (en face de l'Alsace). En effet, les États rhénans qui signèrent successivement en 1795 et 1796 des traités de paix avec la France s'y engagèrent à ne pas laisser le libre passage aux troupes autrichiennes. Dès lors, pour attaquer la France, l'Autriche n'avait plus d'autre choix que de fouler au pied l'indépendance de ces petits États et de les envahir.

Un dynaste important était resté en dehors du conflit : Karl Theodor, Électeur palatin, Électeur de Bavière, le troisième prince du Saint-Empire. Ses états, essentiellement la Bavière et le Palatinat, figurent en vert sur la figure 1.

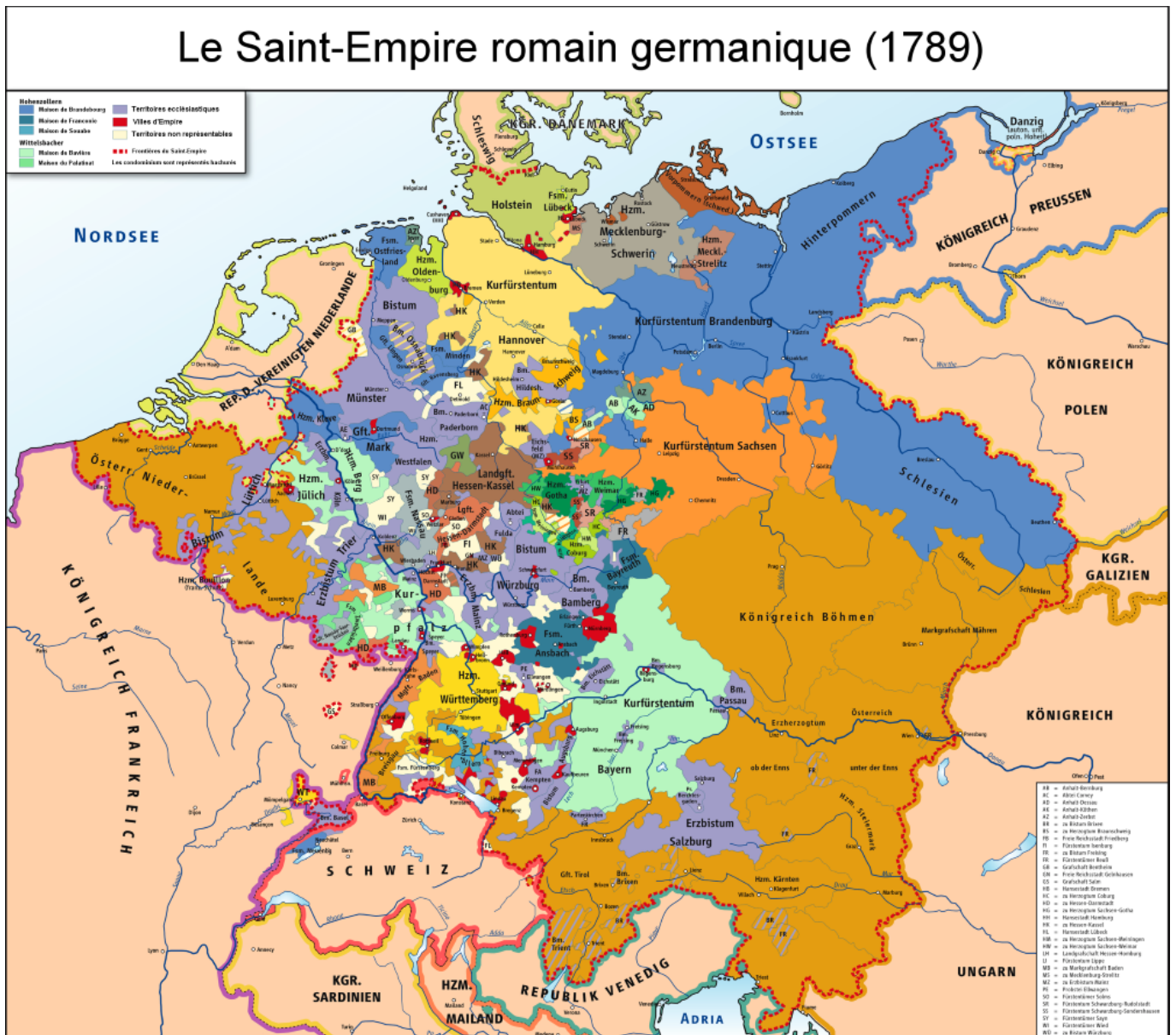
La bataille militaire et diplomatique pour le contrôle de l'Allemagne
du Nord sous la Révolution française PARTIE II 1795 : La Prusse se
retire du conflit

Le contrôle des états palatins allait devenir un enjeu majeur pour l'Autriche et la Prusse. Selon que la Maison palatine se rallierait à l'Autriche ou à la Prusse, celle-là ou celle-ci acquerrait la prééminence en Allemagne du Nord.

Or, la situation de la Maison palatine était instable. En effet Karl Theodor avait 71 ans. Il n'avait pas d'héritier légitime. En août 1795, il épousa une princesse autrichienne, de 52 ans sa cadette, dans l'espoir d'avoir un héritier. En vain. En effet, celle-ci se refusa à toute intimité avec son mari.

Figure 1 : Le Saint-Empire romain germanique

La bataille militaire et diplomatique pour le contrôle de l'Allemagne du Nord sous la Révolution française PARTIE II 1795 : La Prusse se retire du conflit



Cependant, les Autrichiens et l'Angleterre avaient repris les hostilités en août 1795. L'armée française franchit le Rhin début septembre, effectua une avance foudroyante et s'empara le 14 de Mannheim, la capitale du Palatinat, alors que le neveu et héritier de Karl Theodor, Maximilien des Deux-Ponts, présidait un défilé. Celui-ci n'eut d'autre choix que de fuir par une porte de la ville alors que l'armée française entrait par une autre. Il se réfugia avec sa famille à Rohrbach à côté de Heidelberg, l'ancienne capitale du Palatinat qui avait été ravagé par Turenne. Les Autrichiens réagirent durement, ils assiégèrent et bombardèrent Mannheim, en visant particulièrement le palais électoral. Mille huit cents bombes incendiaires furent

tirées sur le palais baroque. Les parties les plus somptueuses furent détruites.

2. Le Dieu de la guerre, Moreau et les États palatins

La guerre se généralisa alors à toute l'Europe. Le 2 mars 1796, le Directoire nomma sur un théâtre d'opérations secondaire un jeune général robespierriste qui avait prouvé sa loyauté au nouveau régime en réprimant l'insurrection royaliste du 13 Vendémiaire An IV (le 5 octobre 1795). Début avril, Bonaparte arriva en Italie et prit la tête de son armée dépenaillée. Il allait appliquer le plan qu'il avait conçu à Paris. L'Armée d'Italie vola de succès en succès. L'Autriche n'eut alors d'autre solution que de transférer en toute hâte 25 000 hommes du Rhin à l'Italie.

La situation de Maximilien et de sa famille devint de plus en plus précaire. Le 31 mars, son épouse décéda des suites d'un accouchement difficile. L'héritier de la Maison de Wittelsbach était à marier. Deux jours après le décès de la malheureuse parturiente, un ambassadeur extraordinaire de la Cour de Vienne vint proposer à Maximilien une jeune archiduchesse. Quelques jours plus tard, ce fut au tour du Prince-électeur de Saxe de proposer sa fille, âgée de quinze ans, qui était la nièce de Maximilien qui, lui, en avait quarante ! Enfin, la Cour de Naples proposa au jeune veuf une princesse napolitaine ! Maximilien refusa ces alliances.

Le 31 mai 1796, il écrivit au Roi de Prusse pour lui demander l'asile à Ansbach, possession prussienne en vert foncé sur la carte, enclavée entre la Bavière et l'évêché de Würzburg. Le Roi de Prusse accepta immédiatement et dépêcha auprès de Maximilien un envoyé extraordinaire, un ami de longue date de Maximilien, le Général de Heymann. Celui-ci arriva à Rohrbach début juillet 1796 après avoir fait un périple diplomatique en Allemagne. Il avait en particulier rencontré le prince-évêque de Cologne, le plus jeune frère de Marie-Antoinette et oncle de l'Empereur. Celui-ci lui avait déclaré à propos des Autrichiens et de l'Angleterre : *« Ils ne savent faire ni la paix ni la guerre. Ils ont des bons soldats, mais pas un général qui fait des plans de campagne. Quand elle est finie, l'on dit ce qu'il fallait faire quand les evenemens sont passés. Le Sire de Thugut (le chancelier autrichien) et le Sr Pitt (le Premier ministre britannique) se sont enforces et veulent gouverner l'Europe ; ils s'en tireront comme ils pourront. Je desire la paix pour le continent, que l'Angleterre fasse la paix comme elle voudra*^[1]. »

La bataille militaire et diplomatique pour le contrôle de l'Allemagne
du Nord sous la Révolution française PARTIE II 1795 : La Prusse se
retire du conflit

L'armée autrichienne affaiblie par le transfert d'une partie de ses troupes en Italie dut se replier. Devant l'avance des troupes françaises, Maximilien des Deux-Ponts n'avait d'autre choix que de s'enfuir de Rohrbach avec ses quatre enfants. Le cortège s'ébranla le 13 juillet 1796. Le voyage jusqu'à Ansbach fut épuisant. C'était la deuxième fois que Maximilien devait fuir pour sauver sa famille. La première fois, cela avait été en 1789. Alors général de l'armée royale, il avait dû fuir de Strasbourg où ses soldats voulaient le pendre à la lanterne. C'est son supérieur, un général national, complice orléaniste, qui, le 12 mai 1790, avait sauvé du saccage son hôtel particulier, l'Hôtel des Deux-Ponts (l'actuel Palais du Gouverneur militaire de Strasbourg), lors d'une émeute de la garnison. Ce général était le Général de Heymann ! Maximilien et ses quatre enfants arrivèrent à Ansbach après un voyage de cinq jours sous une chaleur accablante au milieu des convois de troupes.

Un seul répit, le 15 juillet à Schwäbisch Hall où la population leur fit fête et où la petite Caroline-Augusta, âgée de quatre ans, future impératrice d'Autriche, s'empiffra de gâteaux et de vin.

La famille emménagea avec sa suite de 84 personnes au palais des margraves d'Ansbach aux côtés de deux autres familles régnantes de Rhénanie, elles aussi réfugiées : le duc de Wurtemberg avec sa suite de quatre-vingt-dix personnes et la princesse héréditaire de Bade, accompagnée de son fils, de quatre filles à marier et d'une nombreuse suite.

Curieuse ambiance que celle qui régnait à Ansbach, la perle de la Franconie, petite ville de quinze mille habitants, territoire prussien, donc havre de paix, où étaient déjà réfugiés plus de deux mille émigrés français sans ressources et qui devenait un centre de réfugiés. C'est à Ansbach que Heymann avait installé son épouse lorsqu'il avait émigré en Prusse après l'échec de la Fuite à Varennes, à laquelle il avait pris part avec le marquis de Bouillé.

Fin août, Maximilien reçut une lettre alarmiste de sa sœur, l'épouse du Prince-électeur de Saxe. Les termes en étaient les suivants : *« Je crains bien que la Bavière ne soit perdue à jamais pour notre famille, mais j'espère bien que vous frère chéri de mon cœur tiendriez ferme à ne point donner votre consentement à cette rechange et qu'aucune considération quelconque, ni des conseils intéressés de ceux qui ne regardent que leurs propres intérêts, ne vous fera partir du principe d'honneur et de fermeté que vous vous devez ainsi qu'à vos descendants. »*

La bataille militaire et diplomatique pour le contrôle de l'Allemagne
du Nord sous la Révolution française PARTIE II 1795 : La Prusse se
retire du conflit

Parallèlement, le palais d'Ansbach allait devenir le lieu d'intrigues matrimoniales, c'est-à-dire d'affaires d'État, entre les trois familles régnantes qui y avaient trouvé refuge.

Le personnage central de ce microcosme est la princesse héréditaire de Bade, la princesse Amélie, qui s'était mis en tête de conclure le mariage de la dernière de ses filles, âgée de huit ans, au fils de Maximilien, Louis, âgé de dix ans. Compte tenu des « espérances » de Maximilien au décès de son oncle, les états des Wittelsbach, cette alliance serait plus qu'acceptable, même si le mariage serait moins brillant que celui qu'elle avait décroché pour la troisième de ses filles qui avait épousé le petit-fils de Catherine II de Russie, le futur tsar Alexandre I^{er} qui allait combattre Napoléon. Quoi qu'il en fût, Maximilien repoussa cette proposition d'alliance matrimoniale.

Sur le plan politique, la famille de Bade était viscéralement opposée à la Révolution française et aux idées qu'elle véhiculait, même si elle aussi avait signé un traité de paix avec la République. Elle considérait Maximilien des Deux-Ponts, plus modéré, comme un traître.

Leur fille aînée, Caroline, âgée de vingt ans, était d'une grande beauté. Cette beauté était évidemment un atout important sur le marché des alliances matrimoniales. Sa mère avait néanmoins connu en 1793 un échec retentissant : la Prusse avait préféré une autre princesse pour son prince royal. De ce fait, Caroline exécrait la Prusse. Elle était amoureuse du duc d'Enghien. Le duc de Wurtemberg s'était déclaré, mais elle l'avait repoussé.

Un soir, Maximilien se rendit au jeu de la princesse Amélie. Il fut à la table de Caroline. Ils parlèrent. Il fut ému par sa beauté. Comment ne l'aurait-il pas été ? Il avait quarante ans, elle en avait vingt. Quel qu'eût été l'amour qu'il avait éprouvé pour Augusta, sa défunte épouse, il n'en était pas moins homme. Il ne pouvait envisager de rester veuf pour le reste de sa vie. Dès lors, Caroline commença à hanter ses nuits. Les conseillers de Maximilien, persuadés que la survie de la Maison Palatine dépendait de la Prusse, virent d'un mauvais œil ce qu'ils voulurent prendre pour une amourette sans lendemain. Montgelas, qu'il avait pris à son service comme principal conseiller, ne crut pas qu'elle pût se transformer en une union.

En novembre, Maximilien n'y tint plus. Il fit sa demande par écrit auprès de sa cousine Amélie

La bataille militaire et diplomatique pour le contrôle de l'Allemagne
du Nord sous la Révolution française PARTIE II 1795 : La Prusse se
retire du conflit

alors qu'ils habitaient sous le même toit. Il se confia à Heymann. « *Que voulez-vous, j'en suis fou !* » Dès lors, Heymann fit ce qu'il devait faire, intercepter le courrier des Bade et de Maximilien. Il apparut que Caroline le trouvait trop âgé, trop favorable à la Prusse. D'un autre côté, elle pensait que c'était un homme bon et qu'il lui était difficile de refuser sa proposition sans paraître bien difficile et risquer de rester fille. La lettre la plus intéressante fut sans conteste écrite par la princesse Amélie à sa fille en Russie après que Caroline eut donné son consentement :

Le duc est le meilleur homme du Monde. Tous ceux qui l'entourent l'adorent. Je pense qu'il est un peu faible de caractère, mais, sans conteste, c'est un homme d'honneur. À le voir aussi amoureux, on croirait qu'il a vingt ans. Il souffrait des tourmens incroyables lorsqu'il attendait notre décision et il me disait qu'il serait le plus malheureux des hommes si elle refusait sa main... Dites-lui également qu'elle trouve le duc « bien de figure ». Aux yeux de votre sœur, c'est le plus important. Mais il faut reconnaître qu'il est en outre bien bâti. Il lui a dit à maintes reprises, aussi bien qu'à moi, qu'il ne pourrait jamais montrer assez de reconnaissance pour le sacrifice qu'elle fait en épousant un homme de quarante ans affublé de quatre enfants.

Il était urgent pour la Prusse de ramener Maximilien dans son orbite. Il fut donc invité à Berlin où il arriva le 23 décembre 1796 escorté de Heymann. La Cour de Berlin était en plein désarroi : le prince Louis, le deuxième fils du Roi, était gravement malade, probablement du typhus. Toute la Cour était dans l'attente de la fin. Tout en observant la réserve qui convenait et en s'apprêtant à prendre le deuil, Heymann n'en renoua pas moins avec les cercles diplomatiques. Il se rendit compte que sa mission auprès du duc des Deux-Ponts avait été suivie avec attention par les Cours étrangères. Les commentaires désobligeants pour Maximilien ne se firent pas attendre. Lord Elgin^[2], l'ambassadeur d'Angleterre à Berlin, crut bon de dire à haute voix lors d'un dîner : « *Heymann vient d'arriver avec son élève, mais il ne pourra jamais rien faire de lui.* » Quant au comte de Nesselrode, l'ambassadeur de Russie, il l'avait pris un jour par le bras pour lui dire : « *Mon cher Heymann, votre prince n'est qu'un ectoplasme.* » Leur jeu était clair : aucun prince ne pouvait accepter de passer pour un caniche que l'on tient en laisse. Ils allaient dauber sur Maximilien jusqu'à ce que ce dernier n'ait d'autre choix que de se rebeller.

Le sort de la Maison Palatine n'en était pas moins en balance. Cetto, l'envoyé de Maximilien à

La bataille militaire et diplomatique pour le contrôle de l'Allemagne
du Nord sous la Révolution française PARTIE II 1795 : La Prusse se
retire du conflit

Paris, était de plus en plus inquiet. Maximilien lui avait communiqué la dépêche qu'il venait d'en recevoir.

Le Directoire veut séparer la Cour d'Autriche et l'Angleterre. Les intérêts divers relatifs aux pays-bas (la Belgique), le dépit de l'Angleterre, une supériorité aussi marquée que celle qu'elle ambitionne, voulant s'emparer du timon des affaires continentales, enfin l'orgueil autrichien blessé de ce qu'on lui a assigné un rôle pour ainsi dire que passif, sont autant de ressorts employés par le Directoire avec une grande apparence de succès pour arriver au but de négocier séparément avec la cour impériale.

Pour la France, les termes de la négociation étaient clairs : la paix avec l'Autriche, à laquelle seraient attribuées la Bavière et une partie du Palatinat, tandis que la France recevrait la rive gauche du Rhin. La Maison Palatine était menacée de disparition. Elle était prise en étau entre la France, son ennemie déclarée, et l'Autriche, *un protecteur suspect et pas désintéressé*. La Prusse était sa seule alliée. Le 28 décembre, Maximilien rappela au Roi de Prusse les engagements qu'il avait pris à l'égard de la Maison Palatine. Le 31, il reçut une réponse pleinement rassurante. La Prusse était à ses côtés, tellement proche qu'elle ne pouvait envisager qu'il pût quitter Berlin. Pour l'en convaincre, le Roi l'invita à déjeuner avec Haugwitz et Heymann. Pour montrer la bonne entente entre la Prusse et l'héritier de la Maison Palatine, l'invitation serait mise en scène. Ce serait un jour de cour, afin que nul n'ignorât l'affection qu'avait le Roi pour le duc.

Ce déjeuner eut lieu le 6 janvier 1797. Quatre convives : le Roi de Prusse, son chancelier Haugwitz, Heymann et bien sûr Maximilien. Haugwitz lui tint ce langage :

Monseigneur, alors que nous sommes au cœur de la crise diplomatique la plus aiguë, il serait de la plus grave inconséquence que vous quittiez Berlin, alors même que tous les ministres et le Roi lui-même souhaitent que vous restiez. L'on attend une décision de la Russie[3]. L'ambassadeur de France nous a fait savoir que son gouvernement espérait que vous indiqueriez à Sa Majesté quel parti serait acceptable pour vous. Il est hautement souhaitable

La bataille militaire et diplomatique pour le contrôle de l'Allemagne
du Nord sous la Révolution française PARTIE II 1795 : La Prusse se
retire du conflit

que vous prolongiez votre séjour à Berlin, dit Haugwitz.

— C'est assez, éclata Maximilien. Je ne me laisserai pas prendre dans le nœud d'intrigues qui ont pour but de me retenir à Berlin. J'accepte de repousser mon départ, mais de deux jours seulement. Je partirai le 16 janvier.

Comment adoucir Maximilien ? En lui donnant le commandement du régiment de dragons, le régiment du Prince Louis décédé le 28 décembre. Ce commandement prestigieux fut conféré à Maximilien, ainsi propulsé au grade de Lieutenant-général de l'armée prussienne, le 9 février 1797.

Retenir la Maison palatine dans l'orbite prussienne était d'autant plus difficile que la victoire changeait de camp en Allemagne. Beurnonville avait signé un armistice pour sa seule armée, l'armée de Sambre-et-Meuse sans se préoccuper du sort de l'armée du Rhin et de la Moselle, commandée par Moreau, qui avait avancé jusqu'à Augsbourg. Moreau dut faire retraite et avait repassé le Rhin le 26 octobre 1796. Il avait voulu conserver Kehl en face de Strasbourg comme tête de pont. Les Autrichiens avaient mis le siège le 18 septembre. La ville avait capitulé le 10 janvier. Elle avait été complètement détruite par les 120 000 boulets et bombes incendiaires tirés par ces derniers. Ces revers français eurent une conséquence heureuse pour les dynastes rhénans : ils récupérèrent leurs Etats évacués par les armées françaises. Le duc des Deux-Ponts allait retrouver le Palatinat et la famille de Bade retourner à Karlsruhe.

Le 16 février 1797, Heymann rendait compte à Berlin de la situation diplomatique :

Le général Wernek, lieutenant general autrichien, a dit à Mgr le Duc des Deux Ponts qu'il y avait plus de six semaines que les français avaient proposé la Baviere à l'Empereur pour faire la paix, mais que l'empereur s'y était refusé par le principe qu'il ne voulait pas enfreindre la constitution de l'Empire.

Le sort de la Maison palatine était scellé. Le 9 mars eut lieu à Karlsruhe le mariage de Caroline de Bade et de Maximilien des Deux-Ponts. La Cour de Bade, toute à sa rancune, n'avait invité que les partisans de l'Autriche. Aucun Prussien n'avait été invité bien que la Prusse l'eût accueillie à Ansbach. Ni Hardenberg, ni Heymann ! Les dames n'avaient d'yeux

La bataille militaire et diplomatique pour le contrôle de l'Allemagne
du Nord sous la Révolution française PARTIE II 1795 : La Prusse se
retire du conflit

que pour les officiers autrichiens dans leurs uniformes blancs et regardaient avec
condescendance les officiers bavarois !

La Prusse allait-elle perdre la partie ? Voici la situation telle que Heymann la relate dans une
dépêche à Berlin :

*Mgr le Duc des Deux-Ponts compte partir d'ici le 8 mars pour se marier le 9 à Carlsruhe.
Comme je n'ai pas été invité par la Cour de Bade à cette solennité, sachant d'ailleurs la
disposition tout à fait autrichienne de la jeune Cour de Bade et que Mgr le Duc des Deux-
Ponts ne se dissimule nullement, j'ai cru ne pouvoir me présenter à cette cérémonie et
d'après le désir de Monseigneur le Duc des Deux-Ponts, je retourne à Ansbach pour revenir
lorsque le Duc des Deux-Ponts sera de retour de Munic.*

Au même moment, le Dieu de la Guerre, le Général Bonaparte remportait les victoires
d'Arcole (15-17 novembre 1796), puis de Rivoli les 13 et 14 janvier 1797. La route de Vienne
était ouverte. Le 31 mars, arrivé à 100 kilomètres de la capitale des Habsbourg, Bonaparte
offrit la paix à l'Autriche qui fut contrainte de signer les préliminaires de paix de Leoben le 15
avril. Un an après prise de commandement de Bonaparte, alors que la situation militaire en
Allemagne était bloquée depuis cinq ans !

3. La paix ?

Sur le Continent, les belligérants, épuisés, voulaient la paix, ou du moins une trêve.

Les opérations militaires cessèrent.

En France, les royalistes avaient obtenu la majorité dans les deux chambres, le Conseil des
Anciens et le Conseil des Cinq cents. Qu'à cela ne tienne ! Trois des cinq Directeurs, anciens
Jacobins, firent un coup d'État le 18 Fructidor An V (le 4 septembre 1797). Les principaux
membres du parti royaliste furent arrêtés. Le bras armé ? Augereau qui avait été dépêché
d'Italie par Bonaparte. Cela aurait dû être Hoche, mais celui-ci n'avait pu être nommé
ministre de la guerre en raison de son jeune âge. Il avait été nommé commandant en chef de
l'armée de Sambre-et-Meuse et de l'armée du Rhin et de la Moselle. Le commandement
qu'avait Heymann en 1791 avant la Fuite à Varennes. Hoche mourut le 19 septembre 1797.

La bataille militaire et diplomatique pour le contrôle de l'Allemagne du Nord sous la Révolution française PARTIE II 1795 : La Prusse se retire du conflit

La République venait de perdre son meilleur général en Centre-Europe.

Le 10 septembre 1797, une négociation générale s'ouvrit à Rastatt entre la République française, l'Autriche, la Prusse et les Princes allemands dépossédés par l'annexion par la France de la rive gauche du Rhin. Bonaparte s'était déplacé au milieu des vivats des foules pour ouvrir le Congrès de la paix.

La négociation s'enlisa rapidement. L'Angleterre n'avait jamais déposé les armes. Pour porter un coup à son commerce et contrôler la Méditerranée, le Directoire avait envoyé Bonaparte conquérir l'Égypte, possession de l'Empire ottoman. Bonaparte débarqua à Alexandrie le 2 juillet 1798. Du coup le sultan déclara la guerre à la France le 9 septembre 1798. Fin décembre, la Russie, qui s'était sentie menacée par l'expédition française signa un premier traité d'alliance avec la Sublime Porte^[4], puis un autre avec l'Angleterre et le Royaume des Deux-Siciles. Par ce second traité, la Russie s'engageait à intervenir en Italie où la guerre s'était rallumée. En effet, la France y avait repris sa politique de conquête.

Elle était en train de démanteler les États éparpillés d'Italie pour créer des républiques sœurs. Les Français venaient de conquérir Rome et Naples. Ils allaient annexer le Piémont. La Prusse entendait rester neutre et respecter le Traité de Bâle qui avait établi une zone de neutralité qui protégeait l'Allemagne du Nord. L'Autriche dit vouloir le rester. En fait, elle n'avait qu'un but, annexer la Bavière et le Palatinat. Elle proposa de dédommager la Maison palatine en lui cédant les Pays-Bas autrichiens (la Belgique).

La Prusse s'opposa à ce marché de dupes. Comment la France aurait-elle accepté de céder la Belgique qu'elle avait conquise et de voir l'empire des Habsbourg s'agrandir pratiquement jusqu'à sa frontière ? La négociation était donc dans l'impasse.

L'Autriche allait choisir la guerre, car elle n'avait pas d'autre solution. Elle venait d'accepter de laisser passer les troupes russes sur son territoire. La France allait considérer que c'était un acte de guerre. La négociation de Rastatt était dorénavant vouée à l'échec. Le 28 mars 1799, les quatre ambassadeurs français reçurent des Autrichiens l'ordre de quitter les lieux de nuit sans délai. Ils n'avaient aucune escorte. Une embuscade avait été montée. Deux

d'entre eux furent assassinés sur le chemin dans la nuit par des hussards d'un régiment suisse au service de l'Autriche dont le colonel était un agent anglais.

C'était la guerre ! La France allait devoir affronter la deuxième coalition.

4. Munich — 16 février 1799 — 15 heures 30 — Petites affaires de famille

Le docteur Fischer se tourna vers le prince de Birkenfeld et lui fit signe. Le prince s'approcha et ferma les yeux de l'Électeur. Il sortit de la chambre et se dirigea vers l'appartement de l'Électrice.

— *Madame, votre époux, l'Électeur, vient de passer. J'ai reçu de l'héritier légitime, le duc des Deux-Ponts, les pouvoirs pour prendre possession de son héritage. Êtes-vous enceinte de l'Électeur ? Entendez-vous vous opposer à la prise de possession pour l'Électeur Maximilien ?*

L'Électrice hésita un instant. Elle pensait être enceinte, non pas de son époux plus âgé de cinquante ans qu'elle n'avait jamais autorisé à l'approcher, mais de son amant, le comte von Taufkirchen. En droit, l'enfant qu'elle portait peut-être était l'héritier légitime de la Bavière et du Palatinat. Du moins, jusqu'à ce qu'il fût prouvé qu'il n'était qu'un bâtard. Et comment Maximilien pourrait-il l'accuser de cette infamie, comment pourrait-il la prouver alors qu'elle était la nièce de l'Empereur, alors que les troupes autrichiennes occupaient la Bavière, alors qu'il lui suffisait de dire un mot pour s'imposer comme Électrice douairière régnante ? Elle pensa un instant aux doux moments qu'elle avait eus un temps avec Maximilien, et dont son époux avait sans doute espéré que lui naîtrait un fils, issu de la Maison de Wittelsbach. Elle se redressa. Elle se tourna vers le prince. Elle le regarda droit dans les yeux.

— *Nein !*

Le prince de Birkenfeld poussa un soupir de soulagement. Dorénavant, pour faire main basse sur la Bavière, l'Autriche n'avait plus qu'un seul recours : la force brutale.

Il produisit ses pouvoirs. Le chancelier, le baron de Hertling, reçut son serment de fidélité pour le nouvel Électeur et le fit prêter ensuite aux Ministres d'État, aux chefs civils et militaires, lesquels respectivement reçurent celui de leurs sous-ordres.

François Guégan

Prochain article à paraître :

PARTIE III

1799 : L'apocalypse – La Bavière enjeu du conflit

[1] Les textes en italiques sont des citations de documents d'archive. Le lecteur intéressé pourra en trouver les références précises dans la biographie légèrement romancée du Général de Heymann, *Le dernier des Morthemers*, e-book chez Amazon.

[2] Celui-là même qui entre 1801 et 1805 prélèvera statues, frises et cariatides sur le Parthénon à Athènes. Deux cents caisses seront envoyées au British Museum qui les conservent bien à l'abri et attend pour les restituer à la Grèce d'être assuré que le gouvernement grec lui démontre que ces œuvres d'art seront bien protégées à Athènes !

[3] La Russie était garante des accords de Teschen du 13 mai 1779 qui avaient mis fin à la guerre de succession de Bavière que l'Autriche avait voulu annexer, la Prusse s'y étant opposée. Catherine II était morte le 17 novembre 1796 et l'on attendait donc la position que prendrait son fils, Paul I^{er}.

[4] L'Empire ottoman en langage diplomatique.